



# Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 13 septembre 2002

## VOIR AUSSI

### ◆ Le secteur résidentiel propulse la valeur des permis de construction à un niveau record

La valeur des permis de construction a atteint un record de 4,0 milliards de dollars en juillet, en hausse de 3,0 % par rapport à juin. Ce nouveau sommet s'explique par les intentions de construction élevées dans le secteur résidentiel. Si la valeur des permis pour les logements unifamiliaux a reculé de 0,8 %, celle de la construction de logements multifamiliaux a grimpé de 25,9 %.

### ◆ Les ventes des grands magasins progressent pour le deuxième mois d'affilée

En juillet, les consommateurs ont continué de dépenser dans les grands magasins, et ce, pour le deuxième mois d'affilée.

### ◆ La hausse des frais de scolarité universitaire ralentit

Pour l'année universitaire 2002-2003, les étudiants de premier cycle paieront en moyenne 4,5% de plus en frais de scolarité qu'en 2001-2002. Bien que le taux d'augmentation ait ralenti au cours des trois dernières années par rapport aux années 1990, les frais de scolarité moyens continuent de progresser plus rapidement que l'inflation.

## La croissance de l'emploi se poursuit

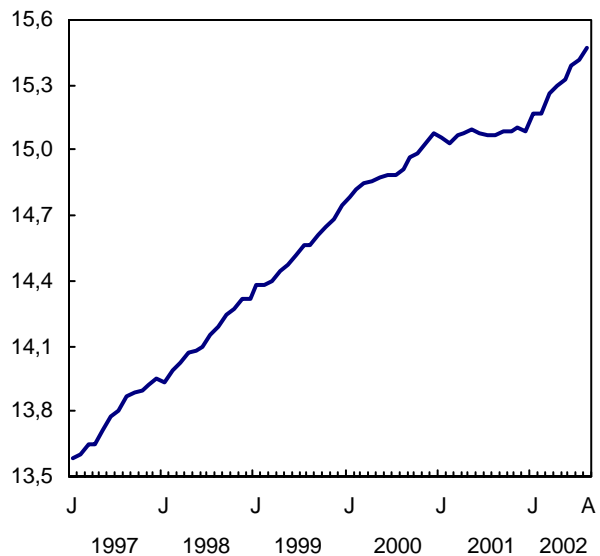
**L**e nombre d'emplois a grimpé de 59 000 en août, poursuivant la tendance à la hausse amorcée en début d'année. Depuis le début de 2002, l'emploi s'est accru de 2,6 % (+386 000), soit le taux de croissance le plus élevé enregistré en une période de huit mois depuis 1994.

Malgré la progression de l'emploi, le taux de chômage n'a baissé que de 0,1 point de pourcentage pour se fixer à 7,5 %, un grand nombre de chercheurs d'emplois (53 000) ayant intégré le marché du travail. Signe de la confiance accrue dans l'économie, le taux d'activité a continué d'augmenter, grimpant de 0,2 point pour atteindre 67,0 %, soit le taux le plus élevé depuis novembre 1990.

(suite à la page 2)

### Emploi

Millions, données désaisonnalisées



## La croissance de l'emploi... (suite de la page 1)

La croissance économique au Canada est demeurée forte au deuxième trimestre, stimulée par la demande intérieure et l'accroissement des stocks des fabricants, des grossistes et des détaillants. Le compte courant ainsi que l'investissement dans la construction résidentielle ont aussi maintenu leur solidité.

Cela s'est traduit sur le marché du travail par une bonne performance du secteur manufacturier, avec 21 000 emplois de plus, et de celui de la construction, avec 12 000 emplois de plus. Depuis le début de 2002, l'emploi s'est accru de 6,7 % dans le premier et de 5,3 % dans le second.

Depuis le début de l'année, la croissance de l'emploi et de la population active a été très forte au pays mais est demeurée faible aux États-Unis. Cette divergence peut surtout être attribuable à la vigueur du secteur manufacturier au Canada, les livraisons de celui-ci ayant augmenté de 7,0 % depuis le début de l'année, ce qui est considérable par rapport à la croissance de 1,4 % observée aux États-Unis.

Sur les 59 000 nouveaux emplois du mois d'août, 25 000 étaient à temps plein, et 34 000, à temps partiel. La hausse du nombre d'emplois était également répartie entre les jeunes, les femmes adultes et les hommes adultes. Le marché des emplois d'été pour les étudiants en 2002 a été le meilleur de la dernière décennie. En moyenne pour juin, juillet et août, le taux d'emploi des étudiants s'est établi à 55,0 %, en hausse de 1,4 point par rapport à la même période en 2001.

Propulsé par une hausse de 18 000 emplois dans le secteur manufacturier en août, l'emploi en Ontario a progressé de 44 000, ce qui est nettement supérieur aux gains mensuels moyens de 10 000 enregistrés de janvier à juillet. Mais, étant donné une population active accrue, le taux de chômage est resté inchangé, à 7,2 %.

En Colombie-Britannique, le nombre d'emplois a augmenté de 16 000 en août. Après avoir chuté de 61 000 de décembre 2000 à décembre 2001, l'emploi a bondi de 88 000 (+4,6 %) depuis le début de l'année, et le taux de chômage a baissé de 0,4 point pour atteindre 7,8 %.

## Enquête sur la population active, août 2002

Données désaisonnalisées<sup>1</sup>

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
<b>Canada</b>	<b>16 738,0</b>	<b>0,3</b>	<b>15 476,0</b>	<b>0,4</b>	<b>1 262,0</b>	<b>7,5</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	257,3	0,9	217,0	0,1	40,3	15,7
Île-du-Prince-Édouard	76,9	1,5	67,4	1,5	9,5	12,4
Nouvelle-Écosse	476,3	1,2	429,8	1,5	46,4	9,7
Nouveau-Brunswick	383,3	-0,1	343,0	-0,1	40,3	10,5
Québec	3 929,2	-0,3	3 593,8	-0,2	335,4	8,5
Ontario	6 558,7	0,7	6 086,9	0,7	471,8	7,2
Manitoba	596,2	-0,4	566,1	-0,4	30,1	5,0
Saskatchewan	509,0	0,6	481,4	0,4	27,6	5,4
Alberta	1 780,3	-0,1	1 689,4	-0,1	90,9	5,1
Colombie-Britannique	2 170,9	0,4	2 001,2	0,8	169,7	7,8

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

L'emploi a diminué de 6 000 au Québec, mais, l'activité sur le marché du travail ayant fléchi davantage que l'emploi, le taux de chômage a reculé de 0,2 point pour se fixer à 8,5 %.

L'emploi a bondi de 6 000 en Nouvelle-Écosse, venant contrebalancer presque entièrement des pertes enregistrées en juin et en juillet. Le taux de chômage s'est replié de 0,3 point pour s'établir à 9,7 %. À l'Île-du-Prince-Édouard, l'emploi a augmenté de 1 000; ces gains ont été concentrés dans le secteur de la fabrication. Le taux de chômage dans la province est demeuré inchangé à 12,4 %.

Un rapport détaillé, **Information population active**, pour la semaine se terminant le 17 août (Internet : 71-001-XIF, 8 \$/78 \$) est maintenant en vente. Pour des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Martin Tabi au (613) 951-5269 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 6.)

## La rémunération hebdomadaire reste inchangée

La rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés s'est établie à 676,61 \$ en juin dernier, pratiquement inchangée par rapport à mai. Mais elle a progressé de 2,0 % par rapport à juin 2001, ce qui est supérieur à l'augmentation de 1,3 % de l'Indice des prix à la consommation pour la même période.

Depuis juin 2001, la croissance de la rémunération est plus forte dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale et celui du transport et de l'entreposage.

L'importante hausse observée dans le secteur de l'hébergement et de la restauration s'est concentrée dans l'industrie des services de restauration et des débits de boissons. Cette progression s'explique par l'augmentation du nombre d'heures de travail et de la rémunération horaire. La croissance de la rémunération dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale tient à des ententes salariales importantes, intervenues l'année dernière, dans les services de santé, en particulier. Dans le secteur des transports et de l'entreposage, la progression est attribuable aux employés payés à la pièce et par commission, lesquels ont obtenu les plus fortes hausses.

En juin, la croissance du nombre de salariés inscrits sur les listes de paie a quelque peu fléchi. Toutefois, depuis décembre 2001, le nombre de ces salariés est demeuré nettement à la hausse. La plupart des progressions ont été enregistrées dans le commerce de détail et de gros, dans le secteur manufacturier, les services administratifs et les services de soutien.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Frindt au (613) 951-4069, Division de la statistique du travail.

## Le secteur résidentiel propulse la valeur des permis de construction à un niveau record

La valeur des permis de construction a atteint un record de 4,0 milliards de dollars en juillet, en hausse de 3,0 % par rapport à juin. Il s'agit de la troisième hausse en quatre mois. Ce nouveau sommet est attribuable aux intentions de construction élevées dans le secteur résidentiel.

Ces chiffres positifs s'expliquent par la confiance élevée des consommateurs, les taux hypothécaires avantageux, la vigueur du marché du travail et la pénurie de logements vacants.

La valeur des permis de construction résidentielle a atteint 2,4 milliards de dollars en juillet, en hausse de 6,2 % par rapport à juin et mettant un terme à deux baisses mensuelles consécutives.

### Valeur des permis de construction selon la région métropolitaine de recensement

Données désaisonnalisées

	Juillet 2002 <sup>p</sup>	Juin à juillet 2002	Janvier à juillet 2002	Janvier- juillet 2001 à janvier- juillet 2002
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
St. John's	24,0	4,1	148,3	44,0
Halifax	56,1	16,7	280,4	43,9
Saint John	12,1	70,6	55,7	24,2
Chicoutimi- Jonquière	10,3	-74,2	100,8	-6,5
Québec	79,2	59,1	410,7	-4,3
Sherbrooke	12,0	-41,7	130,0	47,2
Trois-Rivières	17,0	17,7	90,1	31,0
Montréal	392,0	7,7	2 626,5	7,1
Hull	60,0	3,4	287,4	34,9
Ottawa	231,8	81,9	1 044,9	10,1
Kingston	13,9	-22,1	163,3	46,0
Oshawa	84,8	58,4	402,2	22,0
Toronto	742,4	6,5	5 124,2	4,5
Hamilton	119,1	99,8	654,9	34,6
St. Catharines-Niagara	25,0	-85,6	444,8	104,6
Kitchener	95,5	-0,1	616,5	14,2
London	62,3	13,2	397,9	-10,2
Windsor	60,9	-27,5	448,1	47,2
Sudbury	11,9	-53,6	90,3	115,6
Thunder Bay	9,5	-66,7	127,2	117,7
Winnipeg	37,4	0,8	263,2	-0,4
Regina	11,0	-8,1	82,2	-35,8
Saskatoon	27,9	2,3	187,5	29,3
Calgary	239,8	1,8	1 593,1	24,6
Edmonton	159,2	25,0	946,5	34,5
Abbotsford	21,7	87,5	100,3	16,3
Vancouver	265,7	-15,1	2 009,0	5,3
Victoria	33,6	-8,8	264,7	33,5

p. Données provisoires.

Cette progression est due à la forte croissance de la construction de logements multifamiliaux, les intentions de construction de logements unifamiliaux s'étant repliées pour le troisième mois de suite. La construction de 18 250 nouveaux logements a été autorisée en juillet.

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a progressé de 25,9 % en juillet pour atteindre 748 millions de dollars, ce qui est le deuxième résultat le plus élevé enregistré à ce jour, uniquement devancé par celui d'avril 2002 (893 millions de dollars). Par contre, la valeur des permis pour les logements unifamiliaux a reculé de 0,8 % pour s'établir à 1,7 milliard de dollars. Malgré cette baisse, la valeur des permis pour les logements unifamiliaux a été, en juillet, de 26,3 % supérieure au niveau mensuel moyen enregistré en 2001.

De janvier à juillet, la valeur cumulative totale des permis de construction a atteint 26,6 milliards de dollars, en hausse de 15,1 % par rapport à la même période en 2001. En raison d'une très forte demande de nouveaux logements, la valeur cumulative des permis de construction résidentielle a crû de 34,2 %, tandis que celle du secteur non résidentiel s'est repliée de 7,9 %.

De janvier à juillet, la progression spectaculaire de la valeur des permis pour les logements unifamiliaux (+35,7 %) et multifamiliaux (+30,6 %) illustre nettement la très forte demande de nouveaux logements. Jusqu'ici en 2002, les municipalités ont autorisé la construction d'environ 125 000 nouveaux logements.

Toutes les provinces ont enregistré une croissance supérieure à 10 % dans le secteur résidentiel, les plus fortes hausses étant survenues en Ontario et au Québec.

En juillet, la valeur des permis de construction résidentielle au Québec a atteint 488 millions de dollars, en hausse par rapport aux 417 millions de dollars enregistrés en juin. Cette augmentation, la plus importante en chiffres absolus parmi les provinces, a fait monter la valeur des intentions de construction résidentielle au Québec à son plus haut niveau depuis mars 1987. L'Alberta a aussi enregistré une hausse importante, la valeur des permis de construction de logements ayant progressé de 12,8 %.

Sur les 28 régions métropolitaines de recensement, 23 ont enregistré une croissance de la valeur cumulative des permis de construction. Calgary et Edmonton ont affiché les plus fortes augmentations (en dollars), grâce au dynamisme de leur marché du logement.

*Le numéro de juillet 2002 de Permis de bâtir (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) vient de paraître. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ou composez le 1 800 579-8533 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

## Les ventes des grands magasins progressent pour le deuxième mois d'affilée

**E**n juillet, les consommateurs ont continué de dépenser dans les grands magasins, et ce, pour le deuxième mois d'affilée.

Compte tenu des facteurs saisonniers, les ventes des grands magasins se sont élevées à 1,80 milliard de dollars, en hausse de 0,6 % par rapport à juin. Cette croissance succède à celle, beaucoup plus forte, enregistrée en juin (+3,2 %) et à un recul de 2,7 % survenu en mai.

Après avoir crû de 5,0 % en janvier, les ventes des grands magasins ont fluctué mois après mois autour de 1,77 milliard de dollars en moyenne. Auparavant, elles avaient été à la hausse depuis le printemps de 2000.

En juillet, les ventes moyennes des grands magasins par emplacement se sont chiffrées à 2,43 millions de dollars, en hausse de

3,8 % par rapport à juillet 2001, un mois record pour cette année-là. Il y avait 739 emplacements en juillet, contre 728 un an plus tôt.

Les ventes des grands magasins (chiffres non désaisonnalisés) ont progressé de 8,4 % en juillet par rapport à un an plus tôt. Au cours de la même période, les ventes se sont accrues dans toutes les provinces.

Les provinces de l'Atlantique et le Québec ont enregistré une augmentation de plus de 10,0 %. Quant aux autres provinces, elles ont affiché une croissance d'au moins 6,0 % d'une année à l'autre, sauf le Manitoba et la région formée par la Colombie-Britannique et les trois territoires, qui ont affiché une croissance de 4,6 % et 2,8 %, respectivement.

*Pour des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : [detaillantsinfo@statcan.ca](mailto:detaillantsinfo@statcan.ca)). Pour des questions analytiques, communiquez avec Clérance Kimanyi au (613) 951-6363 (courriel : [clerance.kimanyi@statcan.ca](mailto:clerance.kimanyi@statcan.ca)), Division de la statistique du commerce.*

## Investissements records dans le secteur du logement

L'investissement total en construction résidentielle a atteint un record (13,7 milliards de dollars) au deuxième trimestre, en hausse de 18,7 % par rapport aux 11,5 milliards de dollars investis au deuxième trimestre de 2001. Cette forte croissance tient largement aux dépenses d'investissement pour de nouveaux logements.

Des taux hypothécaires avantageux, un niveau élevé d'emploi, une forte confiance des consommateurs et le peu de logements disponibles pour l'achat ou pour la location sont parmi les facteurs qui ont poussé plusieurs consommateurs vers le marché des logements neufs.

Ainsi, les investissements dans la construction de nouveaux logements ont atteint 7,4 milliards de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 31,7 % par rapport au même trimestre de 2001. Grâce à la forte augmentation des mises en chantier, les investissements pour la construction de nouvelles maisons unifamiliales, qui ont constitué 67 % des logements neufs, ont contribué le plus fortement à cette hausse.

Les dépenses en rénovation effectuées sur le parc de logements existants se sont chiffrées à 5,2 milliards de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 4,4 % par rapport à la même période de 2001. Quant aux coûts d'acquisition, ils se sont accrues de 17,7 %, passant à 1,1 milliard de dollars.

Parmi les provinces et les territoires, seul le Nunavut a enregistré une baisse. La plus forte progression en dollars a eu lieu au Québec, où les investissements en construction résidentielle sont passés de 2,6 milliards de dollars à 3,4 milliards de dollars, en hausse de 31,9 %. L'Ontario et l'Alberta ont aussi connu des hausses importantes, de 11,5 % et 24,7 %, respectivement.

*Pour plus de renseignements, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : [saineti@statcan.ca](mailto:saineti@statcan.ca)), Division de l'investissement et du stock de capital.*

## La hausse des frais de scolarité universitaire ralentit

**E**n 2002-2003, les étudiants inscrits à un programme de premier cycle dans toutes les facultés paieront en moyenne 4,5 % de plus en frais de scolarité qu'en 2001-2002. Bien que le taux d'augmentation ait ralenti au cours des trois dernières années par rapport aux années 1990, les frais de scolarité moyens continuent de progresser plus rapidement que l'inflation.

Cet automne, les étudiants de premier cycle paieront en moyenne 3 738 \$ en frais de scolarité, en hausse par rapport aux 3 577 \$ qu'ils ont payés en 2001-2002, ce qui représente presque le double des 1 872 \$ déboursés en 1992-1993, en raison des importantes hausses survenues dans les années 1990. Les frais d'études de premier cycle ont augmenté de 135,4 % de 1990-1991 à 2000-2001, c'est-à-dire six fois plus que la croissance de 20,6 % du taux d'inflation.

Si l'augmentation enregistrée en 2002-2003, et qui succède à celle de 4,0 % observée en 2001-2002, est la plus importante en trois ans, elle a ralenti au cours de la dernière décennie. Au cours des trois dernières années, les frais de scolarité ont crû en moyenne de 3,9 % par année, une progression équivalente à la moitié de celle enregistrée dans les années 1990. Les frais de scolarité ont grimpé de 9,6 % en moyenne entre 1990-1991 et 1999-2000.

Les frais de scolarité de premier cycle augmenteront dans sept provinces : l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique. L'augmentation la plus importante sera observée en Colombie-Britannique (+25,2 %), suivie de la Saskatchewan (+10,5 %). La hausse en Colombie-Britannique succède à un gel des frais dans la province au cours des sept années précédentes.

Par contre, les frais d'études de premier cycle chuteront de 10,1 % à Terre-Neuve-et-Labrador. Il s'agit de la troisième année consécutive où l'université de Terre-Neuve-et-Labrador gèle ou réduit les frais de scolarité. Les universités du Manitoba ont aussi stabilisé leurs frais de scolarité pour la deuxième année d'affilée.

Les frais de scolarité des résidents du Québec inscrits dans une université québécoise seront gelés pour la sixième année consécutive. Ces derniers paieront en moyenne 1 675 \$, soit les frais les moins élevés au Canada.

### Moyenne des frais de scolarité de premier cycle

	1993 à 1994	2001 à 2002	2002 à 2003	1993- 1994 à 2002- 2003	2001- 2002 à 2002- 2003
	en dollars			var. en %	
<b>Canada</b>	<b>2 023</b>	<b>3 577</b>	<b>3 738</b>	<b>84,8</b>	<b>4,5</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	2 000	3 036	2 729	36,5	-10,1
Île-du-Prince-Édouard	2 509	3 710	3 891	55,1	4,9
Nouvelle-Écosse	2 701	4 855	5 214	93,0	7,4
Nouveau-Brunswick	2 385	3 863	4 186	75,5	8,4
Québec	1 550	1 842	1 851	19,4	0,5
Ontario	2 076	4 492	4 634	123,2	3,2
Manitoba	2 272	3 243	3 248	43,0	0,2
Saskatchewan	2 341	3 879	4 286	83,1	10,5
Alberta	2 209	4 030	4 165	88,5	3,3
Colombie-Britannique	2 240	2 527	3 165	41,3	25,2

En revanche, les frais de scolarité de premier cycle de la Nouvelle-Écosse (5 214 \$) demeurent les plus élevés au Canada. À 4 634 \$, les universités ontariennes se classent au deuxième rang des frais les plus élevés. Toutefois, l'augmentation de 3,2 % pour l'année universitaire 2002-2003 en Ontario est la plus faible depuis la fin des années 1970.

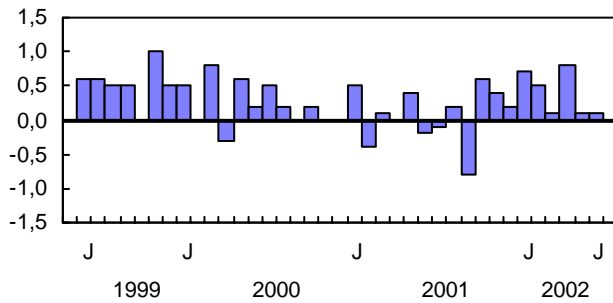
Les programmes universitaires les plus onéreux au Canada demeurent l'art dentaire, la médecine et le droit. Les étudiants en art dentaire paieront en moyenne 9 703 \$ cette année, soit plus que le double des 3 608 \$ que les étudiants en arts paieront. Les étudiants en droit paieront en moyenne 5 020 \$ cette année, en hausse de 15,0 % par rapport à 2001-2002, et les étudiants en médecine paieront en moyenne 8 062 \$, en hausse de 8,1 % par rapport à 2001-2002.

*Pour des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608 (courriel : [educationstats@statcan.ca](mailto:educationstats@statcan.ca)) ou composez sans frais le 1 800 307-3382. Pour des questions analytiques, communiquez avec Bernard Bourgoïn au (613) 951-1506 (courriel : [bernard.bourgoïn@statcan.ca](mailto:bernard.bourgoïn@statcan.ca)), Centre de la statistique de l'éducation.*

## Tendances actuelles

### Produit intérieur brut

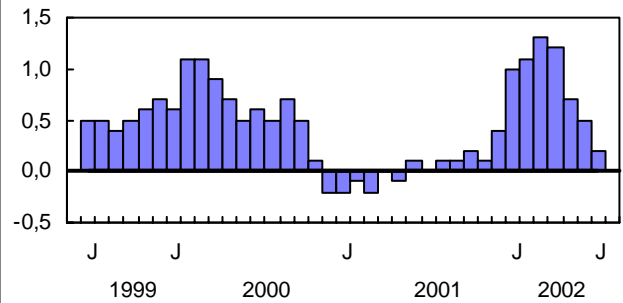
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a augmenté de 0,1 % en juin, soit la même croissance qu'en mai.

### Indice composite

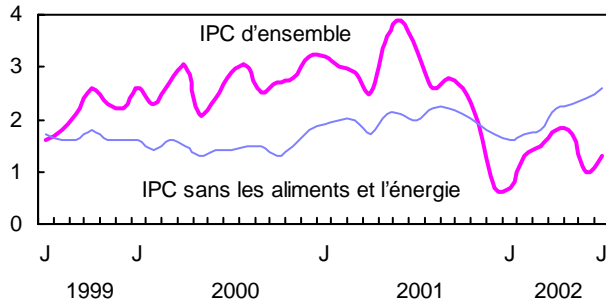
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé s'est accru de 0,2 % en juillet. La progression de l'Indice serait restée équivalente à celle de juin si la bourse n'avait pas encore plongé.

### Indice des prix à la consommation

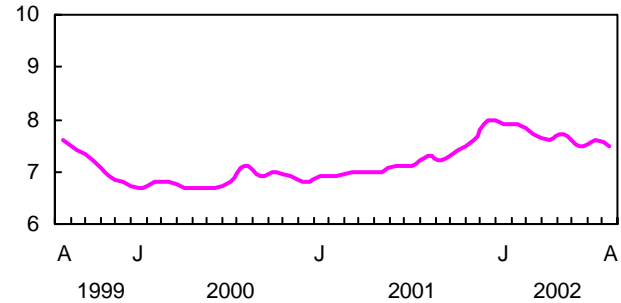
Variation annuelle en %



En juillet, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,1 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 2,9 %.

### Taux de chômage

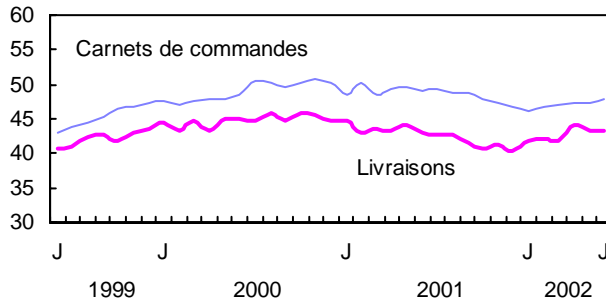
%



En août, le taux de chômage a baissé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,5 %.

### Fabrication

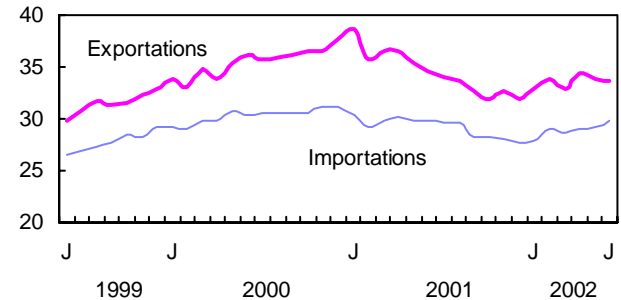
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont diminué de 0,1 % en juin pour atteindre 43,2 milliards de dollars. Les carnets de commandes ont progressé de 0,8 % pour se fixer à 47,8 milliards de dollars.

### Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En juin, les exportations ont reculé de 0,5 % pour se fixer à 33,6 milliards de dollars. Les importations ont augmenté de 2,1 % pour se fixer à 29,8 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

## Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
<b>GÉNÉRAL</b>				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) <sup>1</sup>	juin	967,4	0,1 %	2,9 %
Indice composite (1992 = 100)	juillet	177,6	0,2 %	6,9 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	2 <sup>e</sup> trim. de 2002	38,8	10,7 %	-0,2 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) <sup>2</sup>	2 <sup>e</sup> trim. de 2002*	83,2	1,3 †	-0,1 †
<b>DEMANDE INTÉRIEURE</b>				
Ventes au détail (milliards de dollars)	juin	25,6	1,8 %	6,2 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	juin	142,7	-2,0 %	7,6 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	juin	34,5	0,1 %	3,7 %
<b>EMPLOI</b>				
Personnes occupées (millions)	août*	15,5	0,4 %	2,7 %
Taux de chômage (%)	août*	7,5	-0,1 †	0,2 †
Taux d'activité (%)	août*	66,8	0,2 †	1,1 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	juin	676,9	0,10 %	2,03 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	août	126,9	-1,1 %	-11,9 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	juin	551,5	-0,5 %	8,1 %
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	juin	33,6	-0,5 %	-2,9 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	juin	29,8	2,1 %	0,1 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	juin	3,8	-0,8	-1,0
<b>FABRICATION</b>				
Livraisons (milliards de dollars)	juin	43,2	-0,1 %	0,8 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	juin	43,6	0,2 %	2,8 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	juin	47,8	0,8 %	-2,7 %
Ratio des stocks aux livraisons	juin	1,43	0,00	-0,09
<b>PRIX</b>				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	juillet	119,6	0,5 %	2,1 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	juillet	106,9	0,2 %	-0,3 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	juillet	114,7	2,6 %	0,3 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	juillet*	110,5	0,2 %	4,0 %

*Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*

\* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation au prix de base.
2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

## Infomat Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Lahouaria Yssaad, (613) 951-0627, lahouaria.yssaad@statcan.ca.  
Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



## Produits diffusés du 5 au 11 septembre 2002

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
<b>AGRICULTURE</b>			
Documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural	1966 à 1996	21-601-MIF2002055	gratuit
Série de rapports sur les grandes cultures : stocks de céréales canadiennes	au 31 juillet 2002	22-002-XIB	11/66
Série de rapports sur les grandes cultures : stocks de céréales canadiennes	au 31 juillet 2002	22-002-XPB	15/88
<b>BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS</b>			
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	juin 2002	67-002-XIB	14/132
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	juin 2002	67-002-XPB	18/176
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>			
Exportations par marchandise	juin 2002	65-004-XMB	37/361
Exportations par marchandise	juin 2002	65-004-XPB	78/773
<b>FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE</b>			
Ciment	juillet 2002	44-001-XIB	5/47
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	juillet 2002	41-011-XIB	5/47
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	juillet 2002	46-002-XIB	5/47
Produits pétroliers raffinés	mai 2002	45-004-XIB	16/155
<b>INDUSTRIES DE SERVICE</b>			
Profil du secteur des services de garde d'enfants		63F0002XIB2002040	gratuit
Profil du secteur des services de garde d'enfants		63F0002XPB	10/35
<b>INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL</b>			
Permis de bâtir	juillet 2002	64-001-XIF	14/145
<b>MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES</b>			
Produit intérieur brut par industrie	juin 2002	15-001-XIF	11/110
<b>PRIX</b>			
Indices des prix de l'industrie	juin 2002	62-011-XPB	22/217
<b>STATISTIQUE DU TRAVAIL</b>			
Emploi, gains et durée du travail	juin 2002	72-002-XIB	24/240
Information population active, pour la semaine se terminant le 17 août 2002		71-001-XIF	8/78

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

**Note :** Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

## Pour commander les produits et services

### Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

**Pour commander sur Internet :** Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous la rubrique « Nos produits et services ».

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Gestion de la circulation, Statistique Canada, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

**Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.**

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

**Changement d'adresse :** Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

**Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca).** La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».